

Crise du logement : la Métropole du Grand Paris ne sera pas la solution

20 bailleurs tirent le signal d'alarme de l'inefficacité de la future Métropole du Grand Paris dans la lutte contre la crise du logement

Invoquant l'urgence à produire du logement en Ile-de-France, les auteurs du projet de loi sur la modernisation de l'action publique et l'affirmation des métropoles instaurant la « métropole du Grand Paris » ont incontestablement manqué de discernement en bâtissant dans la précipitation la structure qui aura demain autorité sur l'aménagement et le logement dans notre région.

Nous refusons le statut quo. Il y a urgence à agir car la crise du logement dans laquelle notre région est plongée, résultant de 30 années de construction trop faible, n'est plus supportable. Nous espérons donc du gouvernement et du législateur le « choc d'efficacité » rendant enfin possible un effort significatif et partagé de construction de logements accessibles au plus grand nombre.

Or il apparaît désormais évident que la solution choisie visant à affaiblir l'Etat et à priver les communes de pouvoir mener une politique de logement au plus près des habitants et des besoins pour créer un monstre technocratique détaché des réalités locales et à la gouvernance incertaine est un gage d'inefficacité qui prend le contrepied des logiques volontaristes et opérationnelles qu'attendent les acteurs du logement.

Il n'y aura pas de politique efficace en Ile-de-France sans redonner à l'Etat les moyens de jouer son rôle de garant de la solidarité nationale, en portant des politiques volontaristes et en usant, si besoin, de ses prérogatives pour faire appliquer la loi.

Ce que l'Etat a été capable d'instaurer il y a trois ans pour organiser les transports en Ile-de-France avec la Société du Grand Paris nous le réclamons pour le logement : volonté politique, loi de la République, financements dédiés et contractualisation avec les communes et les intercommunalités concernées. Telle est l'unique solution pour relancer la production et faire face ainsi à notre responsabilité collective.

Preuve s'il en fallait de la précipitation du processus législatif, les approximations sur le devenir des Offices Publics communaux et intercommunaux : le projet de loi ALUR prévoit leurs rattachements aux intercommunalités quand, dans le même temps, le projet de loi sur la modernisation de l'action publique et l'affirmation des métropoles prévoit la suppression de ces mêmes intercommunalités de terrain au profit d'un grand machin.

Ces perspectives fragilisent l'avenir des Offices Publics HLM, pourtant outils opérationnels de premier plan dans la production de logements sociaux au plus proche des réalités des territoires et de leurs projets. Au-delà des structures elles-mêmes, ces perspectives hypothèquent surtout l'impérative mobilisation dont le pacte d'objectifs et de moyens pour le logement social, signé entre le mouvement HLM et le gouvernement, était un premier signe.

Nous, offices publics de l'Habitat, alertons sur les dérives institutionnelles et appelons de nos vœux une autre gouvernance, garantissant l'efficacité, la solidarité et la proximité avec les habitants, articulée avec une grande politique publique du logement.

Stéphane PEU (Président de l'OP Plaine Commune Habitat), Laurent RUSSIER (Vice-président de l'OP Plaine Commune Habitat), José MOURY (Président de l'OPH de Bobigny), Marc LARDREAU (Président de l'OPH de Bagnole), Marc HOURSON (Président de l'OPH de Gennevilliers), François MEUNIER (Administrateur d'Antony Habitat), Marie-Claude GAREL (Présidente de l'OPH de Nanterre), Jean-Pierre CAMPOS (Vice-président de l'OPH de Nanterre), Serge CORMIER (Président de l'OPH de Malakoff), Philippe BOUYSSOU (Président de l'OPH d'Ivry), Jean-Pierre MOINEAU (Président de l'OPH de Vitry-sur-Seine), Sylvie ALTMAN (Présidente de l'OPH de Villeneuve-Saint-Georges), Nathalie DINNER (Vice-Présidente de l'OPH de Villeneuve-Saint-Georges), Jean-Jacques PORCHERON (Vice-président de l'OPH de Créteil), Patrick DOUET (Président de l'OPH de Bonneuil-sur-Marne), Patrick STAAT (Président de l'OPH de Villejuif), Dominique LESPARE (vice-Président de l'OPH d'Argenteuil-Bezons), Maud TALLET (Présidente de l'OPH 77), Valérie MONTCOURTOIS (Vice-présidente de l'OPH Villejuif), Patrick DAUDET (Co-président de l'OPH Intercommunal Arcueil - Gentilly), ...

Contacts :

Edwige LE NET, cabinet du président, 01 48 13 62 23, 06 60 32 71 71, elenet@plainecommunehabitat.fr

Stéphane PEU, président, 06 10 82 41 06